

**Lieu :** Port Au Prince.

**Pays :** République D’Haïti

**Région :** LACRO

**Durée planifiée pour la consultance :** 03 mois

**Type de contrat :** Contrat individuel

**Soumis par :** Section-Nutrition

**Niveau de référence :** International, P4

**Objet :** Appui à l’analyse des données collectées de l’enquête SMART Départementale sur la situation nutritionnelle des enfants de moins de cinq ans dans les 10 départements et l’Aire Métropolitaine de Port Au Prince, Haïti.

## **I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION**

La malnutrition demeure un problème majeur de santé publique au sein des groupes vulnérables, en particulier les jeunes enfants, les femmes enceintes et les femmes allaitantes.

L’état nutritionnel des enfants haïtiens reste fragile, avec une pauvreté structurelle et une insécurité alimentaire chronique, combinés à la répétition des risques naturels qui menacent chaque jour la vie et les moyens de subsistance de la population.

Les enquêtes nutritionnelles nationales ou collectant les indicateurs anthropométriques (P/T, P/A, et T/A) réalisées en Haïti dans le passé (SMART 2012, EMMUS 2016-2017, enquêtes nutritionnelles au niveau départemental Grande-Anse et Sud 2017) ont montré des taux variables de malnutrition dans ces départements et au niveau national.

Ainsi, pour la SMART 2012 et l’enquête EMMUS 2016-2017, la prévalence de la malnutrition aiguë globale était respectivement de 4,1% et 5,1% au niveau de l’ensemble des 10 départements et de l’aire métropolitaine. De même, la malnutrition chronique accusait un taux allant de 23,4% pour la SMART 2012 et de 21,9% pour l’enquête EMMUS 2016-2017 au niveau des mêmes zones d’enquêtes. Par ailleurs, les enquêtes de sécurité alimentaire et nutritionnelles (ENSAN) réalisées par la CNSA ont révélé en 2013 des taux similaires pour la malnutrition aiguë et la malnutrition chronique respectivement 6,6 % et 22,8% en 2012 et 6,5 % et 21,9 % en 2013.

En outre, pour apprécier la situation nutritionnelle dans les communes des départements touchés par la sécheresse El Nino, deux évaluations nutritionnelles rapides basées sur la mesure du Périmètre Brachial

(PB) chez les enfants de 6-59 mois et la détection des œdèmes ont été réalisées entre 2014 et 2015. Cette enquête révélait d'une situation alarmante à une situation d'urgence dans les 43 communes enquêtées.

Selon la dernière analyse IPC réalisée en Octobre 2019, les périodes prolongées de déficit en eau ont entraîné une baisse importante de la production agricole et une perte de revenus pour les ménages ruraux. Ainsi, entre mars et juin 2019 ; 2,6 millions d'Haïtiens vivant dans les zones rurales seraient en situation d'insécurité alimentaire (phases 3 et 4 de l'IPC), ce qui représenterait environ 38% de la population rurale. Cela représente deux fois le nombre de personnes exposées à l'insécurité alimentaire par rapport à la même période de soudure en 2018. Sur ces 2,6 millions de personnes, 2 054 000 personnes sont en « crise » (IPC 3) et 571 000 personnes en phase « d'urgence » (IPC 4). Le Nord, le Nord-Est, le Sud-Est, le Centre, le Nord-Ouest, la Grande Anse et l'Ouest sont les 7 départements avec la plus forte proportion de personnes en situation de crise et d'urgence parmi les 10 départements du pays. Pour la période projetée, allant de mars à juin 2020, 12% (1,203,000 personnes) de la population analysée est en IPC phase 4 (Urgence) et 28 % (2,898,000 personnes) est en IPC phase 3 (Crise), représentant approximativement 40 % de la population analysée soit 4,10 millions qui auront besoin d'action urgente.

A date, la dépréciation de la gourde de 40% par rapport au dollar américain sur un an, l'augmentation du taux d'inflation à 19% , l'augmentation , du prix du panier de la ménagère de 14% en 3 mois (décembre 2018 – février 2019) , la diminution de la valeur du salaire minimum en dollar américain de 15% couples aux effets co latéraux de la crise sociopolitique « pays lock » que traverse le pays ont affaibli le revenu des familles et affecter la sécurité alimentaire des ménages et l'état nutritionnel des enfants.

La détérioration de cette situation justifie le besoin de disposer de données récentes nutritionnelles des enfants de moins de cinq ans et des femmes en Haïti, afin de pouvoir intervenir plus efficacement, à l'échelle nationale et dans les départements qui ont besoin d'une plus grande attention.

C'est dans ce cadre que le Gouvernement Haïtien, avec l'appui technique et financier de l'UNICEF, s'est engagé à organiser une nouvelle enquête nationale nutritionnelle utilisant toujours la méthodologie SMART. Elle concernera l'ensemble des 10 départements ainsi que l'aire métropolitaine de Port-au-Prince et permettra de mesurer l'ampleur du problème nutritionnel dans ce contexte de crise socio-politique et économique que vit le pays.

## **II. OBJECTIF GENERAL**

L'objectif général de cette enquête est d'évaluer :

- 1) la situation nutritionnelle des enfants âgés de 0 à 59 mois dans les 10 départements et l'Aire Métropolitaine de Port Au Prince.
- 2) la mortalité totale et infantile, et
- 3) la couverture et qualité des programmes de PCIMA dans les 10 départements et l'Aire Métropolitaine de Port Au Prince.

### **III. OBJECTIFS SPECIFIQUES :**

De manière spécifique l'enquête nationale nutritionnelle SMART dans chacun des 10 départements et l'Aire Métropolitaine de Port Au Prince vise à déterminer :

#### **Chez les enfants de 0-59 mois :**

- ✓ la prévalence de la malnutrition aiguë globale ;
- ✓ la prévalence de la malnutrition chronique ;
- ✓ la prévalence d'insuffisance pondérale ;
- ✓ la prévalence de malnutrition aiguë avec PB chez les enfants de 6-59 mois (PB < 115 mm et ou présence d'œdèmes) ;
- ✓ Déterminer la prévalence de l'allaitement maternel exclusif ;
- ✓ le pourcentage de la couverture de la supplémentation en vitamine A chez les enfants de 6 à 59 mois
- ✓ la prévalence du lavage des mains avec de l'eau et du savon par les donneurs de soins après la toilette et avant de manger

#### **Chez les femmes de 15 à 49 ans :**

- ✓ la prévalence de malnutrition aiguë (PB < 210, 221 et 230 mm) des femmes enceintes et/ou allaitantes et femmes non enceintes ;

#### **Pour la mortalité :**

- ✓ Le taux brut de décès ;
- ✓ Le taux de décès chez les enfants de moins de 5 ans

### **IV. Méthodologie**

La conduite de l'enquête sera fondée sur la méthodologie SMART qui est une méthode rapide et standardisée de planification, de collecte et d'analyse des données anthropométriques et de mortalité sur les enfants de 0 à 59 mois.

#### **Taille de l'échantillon selon l'anthropométrie**

Nombre de ménages à inclure selon le module anthropométrie (MAG selon le P/T) et le module mortalité (taux de décès brut)

Département	Prévalence estimée MAG %	Précision souhaitée %	Enfants à inclure	Ménages à inclure	Taux de décès estimé (/j/10000 pers)	Ménages à inclure
<b>Aire métropolitaine</b>	4.9	2.5	468	751	0.16	289
<b>Artibonite</b>	3.2	2.0	486	780	0.15	271
<b>Centre</b>	2.4	2.0	367	589	0.18	325
<b>Grand-Anse</b>	3.7	2.0	559	897	0.26	469
<b>Nippes</b>	5.0	2.5	477	765	0.23	415
<b>Nord</b>	5.5	2.5	522	837	0.28	505
<b>Nord-Est</b>	6.7	3.0	436	699	0.37	668
<b>Nord-Ouest</b>	2.8	2.0	427	685	0.16	289
<b>Ouest</b>	4.0	2.5	385	618	0.1	180
<b>Sud</b>	1.9	1.8	361	579	0.26	469
<b>Sud-Est</b>	5.8	2.5	548	880	0.34	614
<b>TOTAL</b>			<b>5035</b>	<b>8080</b>		<b>4493</b>

## V. TACHES DES CONSULTANTS

Sous la supervision du Chef de la Section Santé & Nutrition, le consultant travaillera en étroite collaboration avec le MSPP/UCPNANu. Pour les aspects techniques, le consultant devra associer les techniciens de l'équipe nutrition de l'UNICEF et du MSPP/UCPNANu.

Le Consultant aura pour tâches principales de :

- Fournir en collaboration avec l'équipe Nutrition UNICEF, un appui technique soutenu au MSPP / Unité de Coordination du Programme National de Nutrition (UCPNANu) dans l'analyse approfondie des données de l'enquête nationale nutritionnelle SMART Départementale Haiti.

Activités Clés	Méthodologie Attendue	Produits Finaux/Livrables	Délais Prévus
1.Assurer le traitement et, l'analyse de données recueillies ; Assurer la qualité de du processus de A à Z	Le consultant intégrera l'équipe de saisie des données déjà mis en place par le MSPP. Il contrôlera avec l'équipe, la saisie des données issues de chaque département, les analysera et fera le contrôle qualité de ces données	-Disponibilité de la base de données de l'enquête contenant des données finales validées.	Sem 2 à Sem 3 Janvier 2020
2.Appuyer le MSPP dans préparation de	Le consultant est chargé de de s'assurer de la	Les résultats préliminaires de l'enquête sont validés et	Sem 3 Jan à Sem 1 Fev 2020

Activités Clés	Méthodologie Attendue	Produits Finaux/Livrables	Délais Prévus
l'organisation de la cérémonie de présentation officielle des résultats préliminaires de l'enquête.	validation des données par le comité de pilotage. Il préparera une présentation powerpoint résumant les résultats préliminaires clés de l'enquête qui seront présentés lors d'une cérémonie officielle en présence de toutes les parties prenantes	présentés à l'ensemble des parties prenantes au cours d'une cérémonie officielle	
3.Elaborer les rapports préliminaires	Le consultant est chargé d'élaborer le rapport narratif préliminaire de l'enquête. Il travaillera en étroite collaboration avec les équipes du MSPP à cet effet.	Le rapport préliminaire devra ressortir : <ul style="list-style-type: none"> <li>• La prévalence de la malnutrition aigüe, chronique et de l'insuffisance pondérale (modérée et sévère) parmi les enfants de 0 à 59 mois</li> <li>• La mortalité rétrospective pour l'ensemble de la population enquêtée ainsi que pour les enfants de moins de 5 ans (les causes de décès sont également connues);</li> <li>• Le niveau de couverture de la supplémentation en vitamine A chez les enfants âgés de 6 à 59 mois dans les 6 derniers mois dans chaque département ;</li> <li>• la prévalence de l'allaitement maternel exclusif ;</li> <li>• la prévalence du lavage des mains avec de l'eau et du savon par les donneurs de soins après la toilette et avant de manger</li> </ul>	Sem 2 à Sem 4 Fev 2020
4.Révision du rapport final par le comité technique de l'enquête.	Le comité technique de l'enquête fera une relecture détaillée du draft du rapport préliminaire produit par le consultant et y apportera des observations et suggestions en vue de l'améliorer.	Draft du rapport préliminaire contenant les observations et suggestions est transmis au consultant	Sem 1 à Sem 2 Mars 2020
5.Production du Rapport final pour dissémination	Se basant sur les observations et suggestions du comité technique, le consultant finalise le rapport de l'enquête et le transmet au pays pour dissémination	Rapport final prenant en compte les observations et suggestion du Comité Technique est disponible et prêt pour dissémination à tous les niveaux	Sem 3 à Sem 4 Mars 2020

## VI. QUALIFICATIONS

### Education

- Diplôme Universitaire avancé (niveau Master) en sciences sociales, santé publique, nutrition ou tout autre domaine équivalent, requis ;

### Autres Compétences requises

- Bonne capacité de rédaction de rapports d'études, d'évaluations et/ou d'enquêtes ;
- Bonne connaissance de la problématique de la malnutrition ;
- Bonne maîtrise de l'outil informatique (logiciels d'analyse statistique ENA, EPI-Info, SPSS, SAS, STATA ou autres) ;

### Expérience requise

- Au moins 8 années d'expérience pertinente dans le domaine des sciences sociales ou santé publique, incluant 5 dans la conduite d'enquêtes SMART ;

### Langues

- Maîtrise de la langue française ; La maîtrise de l'Anglais sera un atout.

## VII. Période et durée de la consultation

3 mois (63 jours ouvrables)

Num	Activités	Janv 2020				Fev 2020				Mars 2020			
		1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4
1	Double saisie des données et élaboration de la base de données finales		■	■									
2	Analyse des données, présentation et dissémination des résultats préliminaires avec le comité de pilotage de l'enquête			■	■	■							
3	Production du rapport préliminaire de l'enquête						■	■	■				
4	Révision du rapport final par le comité technique de l'enquête.									■	■		
5	Production du Rapport final pour dissémination											■	■

**NB :** Les activités 1 et 2 nécessiteront la présence physique du consultant en Haiti. Les activités 3-4-5 seront fait à distance hors d'Haiti.

## VIII. TERMES DU CONTRAT/COÛTS ESTIMATIFS

Le/la consultant (e) est tenu de soumettre dans le cadre de son application :

- Une proposition financière détaillée **tout-inclus** (Honoraires et frais connexes ; y compris le transport, les frais de vie etc) sur la base des TDRs
- Un CV et formulaire P11 (en annexe) à jours
- Une copie scannée du diplôme de maîtrise
- Les coordonnées des 3 derniers **superviseurs** pour la vérification des références.
- Une copie de la page signalétique du passeport
- Un certificat de bonne réputation (Formulaire en annexe à remplir)

Se référer à l'annexe I, relative aux termes et conditions qui régissent les contrats individuels.

Les honoraires du/de la consultant (e) seront payés en fonction de la soumission des livrables. Le paiement final est conditionné par une évaluation de performance satisfaisante.

## IX. CONDITIONS DE TRAVAIL

- Le consultant devra utiliser son propre matériel de travail (laptop, téléphone etc..) ;
- Le consultant sera tenu de signer un certificat de bonne santé et se conformer aux règles de sécurité des Nations Unies
- Les Consultants dépendra du bureau de l'UNICEF en Haiti mais, travaillera en grande partie au MSPP/UCPNANu.
- L'émission d'un contrat de service est conditionnée par la soumission des documents administratifs requis par l'UNICEF
- Le comité de pilotage assurera la disponibilité des prérequis (rapport d'enquête et tout documents référentiels, supports de collecte de données)
- 

L'UNICEF applique la politique de tolérance zéro à l'égard toute conduite jugée incompatible avec son mandat et avec les normes de conduite des fonctionnaires des Nations Unies, notamment l'abus ou l'exploitation sexuels, le harcèlement sexuel, l'abus d'autorité et la discrimination. L'UNICEF adhère aussi strictement au principe de la protection de l'enfance. Tout candidat considéré pour un recrutement fera l'objet d'une vérification rigoureuse des références et des antécédents et devra adhérer à ces normes et principes.

## **1. Legal Status**

The individual engaged by UNICEF under this contract as a consultant or individual contractors (the “Contractor”) is engaged in a personal capacity and not as representatives of a Government or of any other entity external to the United Nations. The Contractor is neither a "staff member" under the Staff Regulations of the United Nations and UNICEF policies and procedures nor an "official" for the purpose of the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations, 1946. The Contractor may, however, be afforded the status of "Experts on Mission" in the sense of Section 22 of Article VI of the Convention and the Contractor is required by UNICEF to travel in order to fulfill the requirements of this contract, the Contractor may be issued a United Nations Certificate in accordance with Section 26 of Article VII of the Convention.

## **2. Obligations**

The Contractor shall complete the assignment set out in the Terms of Reference for this contract with due diligence, efficiency and economy, in accordance with generally accepted professional techniques and practices.

The Contractor must respect the impartiality and independence of UNICEF and the United Nations and in connection with this contract must neither seek nor accept instructions from anyone other than UNICEF. During the term of this contract the Contractor must refrain from any conduct that would adversely reflect on UNICEF or the United Nations and must not engage in any activity that is incompatible with the administrative instructions and policies and procedures of UNICEF. The Contractor must exercise the utmost discretion in all matters relating to this contract.

In particular, but without limiting the foregoing, the Contractor (a) will conduct him- or herself in a manner consistent with the Standards of Conduct in the International Civil Service; and (b) will comply with the administrative instructions and policies and procedures of UNICEF relating to fraud and corruption; information disclosure; use of electronic communication assets; harassment, sexual harassment and abuse of authority; and the requirements set forth in the Secretary General's Bulletin on Special Measures for Protection from Sexual Exploitation and Sexual Abuse.

Unless otherwise authorized by the appropriate official in the office concerned, the Contractor must not communicate at any time to the media or to any institution, person, Government or other entity external to UNICEF any information that has not been made public and which has become known to the Contractor by reason of his or her association with UNICEF or the United Nations. The Contractor may not use such

information without the written authorization of UNICEF and shall under no circumstances use such information for his or her private advantage or that of others. These obligations do not lapse upon termination of this contact.

### **3. Title rights**

UNICEF shall be entitled to all property rights, including but not limited to patents, copyrights and trademarks, with regard to material created by the Contractor which bears a direct relation to, or is made in order to perform, this contract. At the request of UNICEF, the Contractor shall assist in securing such property rights and transferring them to UNICEF in compliance with the requirements of the law governing such rights.

### **4. Travel**

If UNICEF determines that the Contractor needs to travel in order to perform this contract, that travel shall be specified in the contract and the Contractor's travel costs shall be set out in the contract, on the following basis:

(a) UNICEF will pay for travel in economy class via the most direct and economical route; provided however that in exceptional circumstances, such as for medical reasons, travel in business class may be approved by UNICEF on a case-by-case basis.

(b) UNICEF will reimburse the Contractor for out-of-pocket expenses associated with such travel by paying an amount equivalent to the daily subsistence allowance that would be paid to staff members undertaking similar travel for official purposes.

### **5. Statement of good health**

Before commencing work, the Contractor must deliver to UNICEF a certified self-statement of good health and to take full responsibility for the accuracy of that statement. In addition, the Contractor must include in this statement of good health (a) confirmation that he or she has been informed regarding inoculations required for him or her to receive, at his or her own cost and from his or her own medical practitioner or other party, for travel to the country or countries to which travel is authorized; and (b) a statement he or she is covered by medical/health insurance and that, if required to travel beyond commuting distance from his or her usual place or residence to UNICEF (other than to duty station(s) with hardship ratings "H" and "A", a list of which has been provided to the Contractor) the Contractor's medical/health insurance covers medical evacuations. The Contractor will be responsible for assuming all costs that may be occurred in relation to the statement of good health.

## **6. Insurance**

The Contractor is fully responsible for arranging, at his or her own expense, such life, health and other forms of insurance covering the term of this contract as he or she considers appropriate taking into account, among other things, the requirements of paragraph 5 above. The Contractor is not eligible to participate in the life or health insurance schemes available to UNICEF and United Nations staff members. The responsibility of UNICEF and the United Nations is limited solely to the payment of compensation under the conditions described in paragraph 7 below.

## **7. Service incurred death, injury or illness**

If the Contractor is travelling with UNICEF's prior approval and at UNICEF's expense in order to perform his or her obligations under this contract, or is performing his or her obligations under this contract in a UNICEF or United Nations office with UNICEF's approval, the Contractor (or his or her dependents as appropriate), shall be entitled to compensation from UNICEF in the event of death, injury or illness attributable to the fact that the Contractor was travelling with UNICEF's prior approval and at UNICEF's expense in order to perform his or her obligations under this contract, or was performing his or her obligations under this contract in a UNICEF or United Nations office with UNICEF's approval. Such compensation will be paid through a third-party insurance provider retained by UNICEF and shall be capped at the amounts set out in the Administrative Instruction on Individual Consultants and Contractors. Under no circumstances will UNICEF be liable for any other or greater payments to the Contractor (or his or her dependents as appropriate).

## **8. Arbitration**

(a) Any dispute arising out of or, in connection with, this contract shall be resolved through amicable negotiation between the parties.

(b) If the parties are not able to reach agreement after attempting amicable negotiation for a period of thirty (30) days after one party has notified the other of such a dispute, either party may submit the matter to arbitration in accordance with the UNCITRAL procedures within fifteen (15) days thereafter. If neither party submits the matter for arbitration within the specified time the dispute will be deemed resolved to the full satisfaction of both parties. Such arbitration shall take place in New York before a single arbitrator agreed to by both parties; provided however that should the parties be unable to agree on a single arbitrator within thirty days of the request for arbitration, the arbitrator shall be designated by the United Nations Legal Counsel. The decision rendered in the arbitration shall constitute final adjudication of the dispute.

## **9. Penalties for Underperformance**

Payment of fees to the Contractor under this contractor, including each installment or periodic payment (if any), is subject to the Contractor's full and complete performance of his or her obligations under this contract with regard to such payment to UNICEF's satisfaction, and UNICEF's certification to that effect.

## **10. Termination of Contract**

This contract may be terminated by either party before its specified termination date by giving notice in writing to the other party. The period of notice shall be five (5) business days (in the UNICEF office engaging the Contractor) in the case of contracts for a total period of less than two (2) months and ten (10) business days (in the UNICEF office engaging the Contractor) in the case of contracts for a longer period; provided however that in the event of termination on the grounds of impropriety or other misconduct by the Contractor (including but not limited to breach by the Contractor of relevant UNICEF policies, procedures, and administrative instructions), UNICEF shall be entitled to terminate the contract without notice. If this contract is terminated in accordance with this paragraph 10, the Contractor shall be paid on a pro rata basis determined by UNICEF for the actual amount of work performed to UNICEF's satisfaction at the time of termination. UNICEF will also pay any outstanding reimbursement claims related to travel by the Contractor. Any additional costs incurred by UNICEF resulting from the termination of the contract by either party may be withheld from any amount otherwise due to the Contractor under this paragraph 10.

## **11. Taxation**

UNICEF and the United Nations accept no liability for any taxes, duty or other contribution payable by the consultant and individual contractor on payments made under this contract. Neither UNICEF nor the United Nations will issue a statement of earnings to the consultant and individual contractor.

---